

**SUJET : HOPITAL CHU MEDECINS RETRAITE PENIBILITE BACHELOT
RESSOURCES HUMAINES**

Retraite des médecins hospitalo-universitaires: lancement d'une mission de l'Igas

(Par l'envoyée spéciale d'APM, Sabine NEULAT-ISARD)

LILLE, 16 septembre 2010 (APM) - La ministre de la santé, Roselyne Bachelot, a annoncé jeudi le lancement d'une mission de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur la question de la prise en compte de l'activité hospitalière des praticiens hospitalo-universitaires dans leur retraite.

Lors des Rencontres convergences santé hôpital, le président du Syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics (Snam-HP), Roland Rymer, a rappelé que la part hospitalière des HU n'était pas prise en compte dans le calcul de leur retraite, alors qu'il "n'y a[vait] plus d'obstacles juridiques à cela".

Si l'accord signé le 6 juillet sur les mesures d'accompagnement pour les praticiens hospitaliers de la réforme de l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (Ircantec) (cf dépêche APM CDNG6002) est un "bon accord", il ne règle pas le problème de la non prise en compte de l'activité hospitalière effectuée par les médecins universitaires, a confirmé le président de la Coordination médicale hospitalière (CMH), François Aubart.

Pour modifier cette situation, Roland Rymer a souhaité que les émoluments de ces professionnels soient intégrés dans les calculs de l'Ircantec.

Intervenant par la suite, Roselyne Bachelot a reconnu que la question des hospitalo-universitaires n'avait pas été complètement réglée par le protocole du 6 juillet.

"Leur adhésion à la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) en 2005 puis la possibilité de bénéficier d'un régime complémentaire par capitalisation en 2007, ont déjà permis d'améliorer la situation", a-t-elle souligné. Mais "nous ne sommes pas arrivés à une situation totalement équitable".

Roselyne Bachelot a annoncé qu'elle avait donc confié à l'Igas une mission qui doit évaluer l'impact financier et juridique d'une affiliation au régime général de la sécurité sociale et à l'Ircantec pour la part hospitalière des hospitalo-universitaires.

Les résultats de cette mission sont attendus pour la fin de l'année.

CET: LA SITUATION RESTE INQUIETANTE

La ministre n'a en revanche pas répondu à la demande des présidents des syndicats de transformer les comptes épargne temps (CET) en points Ircantec.

La situation reste inquiétante concernant les CET, a alerté François Aubart lors de son discours en faisant référence au récent constat de la Cour des comptes à ce sujet (cf dépêche APM SNNI8001).

"Faut-il attendre un incendie majeur pour prendre à bras-le-corps ce sujet?", a-t-il demandé.

Roselyne Bachelot a répondu qu'un travail serait mené sur les CET et plus généralement sur l'exercice médical dans le cadre d'une "réflexion collective" sur l'organisation du travail médical qui allait être menée par les services ministériels avec la participation des syndicats médicaux.

Cette réflexion permettra aussi d'évoquer la pénibilité au travail, que la ministre veut voir diminuer.

Interrogée par l'APM lors d'un point presse, Roselyne Bachelot a rappelé qu'elle s'était occupée du problème des CET peu après sa prise de fonctions et qu'elle avait alloué des crédits d'une hauteur "inégalée" pour le résoudre en partie (cf dépêche APM LDLAF004).

Estimant que ces problèmes avaient été générés par l'absence de réorganisations dans les hôpitaux dans le cadre de l'application des 35 heures à l'hôpital, elle a considéré que la réponse ne pouvait être uniquement "quantitative".

La réflexion collective sur l'organisation du travail médical devra être menée dans la perspective d'une organisation des soins "au service des parcours des patients, au service d'un territoire", a souligné la ministre lors de son discours au congrès.

san/ab/APM polsan
redaction@apmnews.com

SNNIG002 16/09/2010 15:52 ACTU